

[Français]

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LA PRÉSUMÉE INEFFICACITÉ DE CERTAINES LÉGISLATIONS

Mme Lucie Pépin (Outremont): Le ministre de la Justice (M. Crosbie), commentant jeudi dernier l'acquittement du Dr Morgentaler, a indiqué qu'il n'avait pas l'intention d'apporter d'amendement à la Loi sur l'avortement.

La Loi de 1969 portant sur l'interruption de grossesse est vétuste. En effet, dans la plupart des régions du pays, les hôpitaux accrédités se refusent à mettre sur pied des comités d'avortement thérapeutique, tel que le prévoit la loi.

Les inéquités qui en découlent ne sont plus à démontrer. D'ailleurs, le quatrième verdict rendu en faveur du Dr Morgentaler illustre de façon non équivoque les lacunes de la présente loi, loi qui se doit d'être revue le plus rapidement possible, soit dans son mode d'application ou dans sa substance.

L'objectif de mon intervention n'est pas de remettre en question la validité de notre système judiciaire, mais de souligner l'inefficacité de certaines législations qui portent préjudice à des individus, en l'occurrence à des femmes qui ont besoin d'un service qui a été reconnu par une loi qui n'est pas appliquée.

* * *

[Traduction]

LE CHEF DE L'OPPOSITION

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) avait promis de réduire le déficit. Aujourd'hui que le gouvernement progressiste conservateur a effectivement entrepris d'agir dans ce sens, le chef de l'opposition répète, consterné: «coupure, coupure, coupure». C'est une attitude qui se comprend quand on se rappelle qu'en qualité de ministre des Finances, il avait accru les dépenses fédérales de 99.8 p. 100. Par la suite, ses amis libéraux ont continué de dépenser, avec de l'argent emprunté naturellement, pour porter la dette publique à près de 190 milliards. Le chef de l'opposition voudrait réduire le déficit en disant: dépenser, dépenser, dépenser.

Tout le monde sauf les libéraux sait que l'on ne peut payer ses dettes en dépensant, mais les libéraux ont tenté de s'élever à la force du poignet. Le chef libéral s'oppose à la réduction de la dette publique contre la volonté des citoyens.

Voici quelques passages tirés d'éditoriaux—*Le Globe and Mail*, «Les chefs d'entreprise applaudissent l'exposé économique»; *Le Devoir*, «Seul un rêveur soutiendrait que la situation financière du gouvernement fédéral n'est pas désastreuse et ne requiert pas de mesures d'austérité radicales»; et même la *Province* de Vancouver qui dit ceci «... Grâce à ce programme énergétique, ambitieux et équitable, nous allons ralentir ces dépenses qui ne servent qu'à payer les intérêts d'une dette galopante». L'un de mes amis indien a résumé les faits en disant: «Le chef libéral a la langue fourchue».

Article 21 du Règlement

L'exposé économique du ministre des Finances (M. Wilson) reflète le sentiment de la grande majorité des Canadiens. Nous allons respecter les promesses que nous avons faites en dépit de la grogne des libéraux et des néo-démocrates et bâtir un nouveau Canada.

M. le Président: Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est terminé.

* * *

● (1410)

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES RÉPERCUSSIONS DES MODIFICATIONS ANNONCÉES

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ni le ministre des Finances (M. Wilson) ni le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) n'ont déposé d'études sur les incidences des réductions annoncées du nombre des bénéficiaires de l'assurance-chômage, surtout en ce qui concerne les diverses régions du Canada où le taux de chômage excède de beaucoup la moyenne nationale. Il est manifeste que, pour le gouvernement, les chômeurs ne sont que des données statistiques. Or, pour donner une impression de dureté aux gros et puissants capitalistes au Canada et pour créer un climat de confiance pour le secteur privé, le gouvernement est prêt à écraser les plus démunis économiquement.

Voyez comme le gouvernement est dur! Voyez comme il supprime des emplois dans le secteur public! Voyez comme il donne confiance au secteur privé! Voyez comme il sait être dur et écraser les étudiants, réduire les subventions à la recherche et au développement et couper dans les rangs des fonctionnaires! Voyez comme il dorlotte les riches et les puissants! Il demande le cours mondial pour le pétrole, ne conteste pas la concentration de sociétés au Canada et ne modifie pas la Loi de l'impôt sur le revenu de façon à obliger les riches à payer leur juste part d'impôts. Il me semble que le gouvernement a fait sienne une chanson-thème d'un opéra de quatre sous: «Mac l'éventreur est de retour en ville».

Le moins que le gouvernement puisse faire est de déposer des études des incidences des modifications prévues à la Loi sur l'assurance-chômage. Je prie le ministre de l'Emploi et de l'Immigration de le faire dès maintenant.

* * *

L'ADMINISTRATION

ON APPUIE LES DÉCISIONS DU GOUVERNEMENT

M. Gerry St. Germain (Mission-Port Moody): Monsieur le Président, le résultat des élections du 4 septembre prouve que les Canadiens désirent collaborer à la solution des problèmes qui assaillent notre pays. Ils ont fait le premier pas en vue de renverser la tendance négative qui accable notre pays en éliminant un nouveau gouvernement déterminé à apporter des changements réels.